



Cabinet  
Christophe PAYEN

## ALLIANCE DES PATRONATS FRANCOPHONES (A.P.F)

Association loi de 1901

55, Avenue Bosquet  
75007 – PARIS

914 389 697 RCS PARIS

Rapports du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le  
31 décembre 2024

**CABINET CHRISTOPHE PAYEN : Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes**

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Paris Ile de France. Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles.

SARL AU CAPITAL DE 210 000 € - RCS NANTERRE B 441 974 151

**135, rue Danton – Immeuble D2 – 92500 RUEIL MALMAISON**

Tél 01 47 16 00 92 - Fax 01 47 49 68 88

## **SOMMAIRE**

**Rapport sur les comptes annuels**

**Comptes annuels au 31 décembre 2024**

**Rapport spécial**

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**



Cabinet  
**Christophe PAYEN**

## **Alliance des Patronats Francophones (A.P.F)**

Association loi de 1901  
55, Avenue Bosquet

75007 – PARIS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs

#### **I. Opinion sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, du 26 octobre 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Alliance des Patronats Francophones (A.P.F) » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **II. Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

**CABINET CHRISTOPHE PAYEN : Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes**  
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Paris Ile de France. Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de  
Versailles

SARL AU CAPITAL DE 210 000 € - RCS NANTERRE B 441 974 151  
**135, rue Danton – Immeuble D2 – 92500 RUEIL MALMAISON**  
Tel 01 47 16 00 92 - Fax 01 47 49 68 88



Christophe PAYEN

### III. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### V. Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les membres du comité exécutif de l'A.P.F.

### VI. Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

**CABINET CHRISTOPHE PAYEN : Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes**

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Paris Ile de France. Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles

SARL AU CAPITAL DE 210 000 € - RCS NANTERRE B 441 974 151

**135, rue Danton – Immeuble D2 – 92500 RUEIL MALMAISON**

Tel 01 47 16 00 92 - Fax 01 47 49 68 88

10



## Christophe PAYEN

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rueil-Malmaison, le 28 mai 2025.

Christophe PAYEN  
Commissaire aux Comptes

## **Comptes annuels 2024**

**ALLIANCE DES PATRONATS FRANCOPHONES - Exercice clos au 31 décembre 2024**

 Période du 01/01/2024 au 31/12/2024  
 Devise : EUR

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles			0	0
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 800	500	1 300	0
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Matériel informatique	1 800	500	1 300	0
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			0	0
Immobilisations financières	4 500	0	4 500	4 500
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres (Dépôt & Cautionnements)	4 500	0	4 500	4 500
<b>TOTAL (I)</b>	<b>6 300</b>	<b>500</b>	<b>5 800</b>	<b>4 500</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours			0	0
Créances	146 441	2 500	143 941	96 636
Créances clients usagers et comptes rattachés	142 000	2 500	139 500	93 000
Autres	4 441		4 441	3 636
Valeurs mobilières de placement	153 189		153 189	0
Instruments de trésorerie				0
Disponibilités	90 078		90 078	235 283
Charges constatées d'avance	18 777		18 777	0
<b>TOTAL (II)</b>	<b>408 484</b>	<b>2 500</b>	<b>405 984</b>	<b>331 919</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>414 784</b>	<b>3 000</b>	<b>411 784</b>	<b>336 419</b>



**ALLIANCE DES PATRONATS FRANCOPHONES - Exercice clos au 31 décembre 2024**

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Devise : EUR

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	0	0
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	0	0
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	269 357	105 005
Excédent ou déficit de l'exercice	-69 664	164 352
Situation nette (sous-total)	199 693	269 358
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>199 693</b>	<b>269 357</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIEES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL (III)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 814	19 586
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	78 762	47 475
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	46 516	0
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>212 091</b>	<b>67 061</b>
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>411 784</b>	<b>336 419</b>

**ALLIANCE DES PATRONATS FRANCOPHONES - Exercice clos au 31 décembre 2024**

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Devise : EUR

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	247 146	0
Contributions financières privées	200 000	200 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 500	7 000
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	292 252	261 653
Cotisations membres associés	37 500	12 500
Cotisations membres observateurs	10 500	5 652
Cotisations membres de droits	244 250	243 500
Produits divers gestion courante	2	1
<b>TOTAL I</b>	<b>754 899</b>	<b>468 653</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	569 094	141 471
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	802	1 664
Salaires et traitements	167 796	115 803
Charges sociales	71 963	45 363
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	500	
Dotations aux provisions	2 500	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	15 003	0
<b>TOTAL II</b>	<b>827 659</b>	<b>304 301</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-72 760</b>	<b>164 352</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 189	0
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>3 189</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	92	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>92</b>	<b>0</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>3 096</b>	<b>0</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-IV)</b>	<b>-69 664</b>	<b>164 352</b>

**ALLIANCE DES PATRONATS FRANCOPHONES - Exercice clos au 31 décembre 2024**

 Période du 01/01/2024 au 31/12/2024  
 Devise : EUR

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	<b>0</b>	<b>0</b>
Total des produits (I+III+V)	<b>758 087</b>	<b>468 653</b>
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	<b>827 752</b>	<b>304 301</b>
<b>6 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-69 664</b>	<b>164 352</b>

# **ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS DE L'ALLIANCE DES PATRONATS FRANCOPHONES AU 31 DECEMBRE 2024**

Le bilan totalise 411.784,30 € et le compte de résultat présente un déficit de 69.664,37 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, qui couvre l'année civile 2024.

L'association est non fiscalisée et régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Le siège social de l'association est situé au 55, avenue Bosquet-75007 Paris.

Les notes et tableaux présentés, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

## **I – Principes, règles et méthodes comptables**

### **1.1. Principes Généraux**

- Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024, ont été établis et présentés conformément aux dispositions du nouveau Règlement N°2018-06 du 5 décembre 2018 applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et à l'avis 2009-07 du 3 septembre 2009 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organisations syndicales, pris en application de la loi du 20 août 2008.
- La présente annexe comprend les informations rendues obligatoires par la loi du 20 août 2008 et codifiée à l'article L.2135-2 du code du travail.
- L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité sont évalués à leur coût historique d'acquisition.
- Le fait générateur de la comptabilisation des cotisations est constitué par les appels de cotisations émis.
- Les comptes sont établis selon le principe de poursuite d'exploitation.

### **1.2. Evènements de l'exercice**

L'association « Alliance des Patronats Francophones » a été créée le 29 Mars 2022 et a pour objectif d'organiser la coopération entre les organismes représentatifs du patronat dans les pays et territoires francophones et de favoriser les activités et la coopération entre les entreprises installées dans les pays et territoires francophones. Elle comprend à fin 2024 :

- 30 « membres de droits »
- 9 « membres observateurs »
- 6 « membres associés ».

Au mois de mai un placement sur un Compte à terme pour 150 k€ a été souscrit auprès du CIC pour 11 mois au taux de 3.50% et permettra d'encaisser des produits financiers sur 2025.

## **II – Notes sur le Bilan**

### **ACTIF**

## 2.1. Immobilisations

Tableau des mouvements des immobilisations (montants bruts)

IMMOBILISATIONS (en euros)	01/01/2024	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
<b><u>Immobilisation incorporelles</u></b>				
<i>Total des immobilisations incorporelles</i>	-	-	-	-
<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>				
Matériel informatique (1)	-	1 800,00	-	1 800,00
<i>Total des immobilisations corporelles</i>	-	1 800,00	-	1 800,00
<b><u>Immobilisations financières</u></b>				
Titres de participations	-	-	-	-
Autres immobilisations financières (2)	4 500,00	-	-	4 500,00
<i>Total des immobilisations financières</i>	4 500,00	-	-	4 500,00
	4 500,00	1 800,00	-	6 300,00

(1) achat 2 Ordinateurs HP Dragon Fly d'occasion

(2) dépôt garantie loyer

## 2.2. Etats des créances

ETAT DES CREANCES (en euros)	Montant brut au 31/12/2024	Échéances	
		jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
<i>Créances Actif Immobilisé</i>	-	-	-
Cotisations	142 000,00	139 500,00	2 500,00
Autres Produits	4 441,00	4 441,00	-
<i>Créances et comptes rattachés</i>	146 441,00	143 941,00	2 500,00
<i>Autres Créances</i>	-	-	-
	146 441,00	143 941,00	2 500,00

## 2.3. Disponibilités

La trésorerie de L'Alliance se décompose comme suit :

TRESORERIE (en euros)	31/12/2024	31/12/2023
Disponibilités (*)	90 078,08	235 282,55
Valeurs mobilières de placement	153 188,59	-
	240 078,08	235 282,55

(\*) solde Banque CIC

Les placements de trésorerie sont effectués sur des produits à capital et taux garantis dont 3.188.59 € d'intérêts courus.

## 2.4. Charges et produits constatés d'avance

COMPTES DE REGULARISATION (en euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	18 776,63	-
Produits constatés d'avance	46 515,63	-
	65 292,26	-

Les charges constatées d'avance concernent des frais de déplacements et de locations Licences.  
Les produits constatés concernent des cotisations 2025 de nouveaux membres et la Quote-part de la subvention OIF concernant la location de ces licences.

## PASSIF

## 2.5. Etat des dettes

ETAT DES DETTES (en euros)	Montant brut au 31/12/2024	Échéances	
		jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
Fournisseurs (1)	27 693,65	27 693,65	-
Fournisseurs, factures non parvenues (2)	59 120,05	59 120,05	-
<b>Dettes Fournisseurs et comptes rattachés</b>	86 813,70	86 813,70	-
Personnel et comptes rattachés	45 392,37	45 392,37	-
Sécurité sociale et autres organismes	32 068,48	32 068,48	-
Impôt société	-	-	-
Impôt retenu à la source	1 301,00	1 301,00	-
Autres taxes et assimilés	-	-	-
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>78 761,85</b>	<b>78 761,85</b>	-
<b>Autres Dettes</b>	-	-	-
	165 575,55	165 575,55	-

(1) Ce montant correspond aux factures fournisseurs payable après le 31 décembre.

(2) Ce montant correspond principalement aux honoraires du commissaire aux comptes 2024 & des prestations administratives de juillet à décembre.

## 2.6. Charges à Payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan

CHARGES A PAYER (en euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 120,05	7 983,23
Dettes fiscales et sociales (1)	69 577,04	20 644,00
Autres dettes	-	-
	128 697,09	28 627,23

(1) dont provision congés payés de 11392,37 € au 31 décembre 2024.

Les fournisseurs et charges à payer sont enregistrés en fonction de l'engagement réalisé à la clôture de l'exercice.

### III – Note sur le compte de résultat

#### PRODUITS

##### 3.1. Cotisations

Cinq membres de l'alliance se sont engagés à payer le niveau le plus élevé de cotisation annuelle de l'association. (France, Maroc, Québec, Tunisie, Côte d'Ivoire).

Il existe différents niveaux de cotisations déterminés selon la qualité des membres (Droits, Observateurs et Associés).

Une convention financière a été signée avec le Medef pour les exercices 2022 ; 2023 et 2024. Le MEDEF a versé une contribution exceptionnelle de 200 000 € en 2024.

##### 3.2. Analyse des ressources

PRODUITS (en euros)	31/12/2024	%
Cotisations	292 250,00	38,71%
Concours publics et Subventions d'exploitation	247 146,26	32,74%
Produits régis par des conventions ou par un accord national	200 000,00	26,50%
Autres produits	2,34	0,0%
Reprise sur provisions et transfert de charges	15 500,00	2,05%
	754 898,60	100%

#### CHARGES

##### 3.3. Autres achats et charges externes

Ce poste comprend les dépenses liées au fonctionnement de l'association pour 321.959.09 euros et les dépenses liées au P.A.S OIF pour 247.134.80 €.

Les dépenses de fonctionnement comprennent principalement les frais de gestion pour 25.6 K€, la sous-traitance informatique pour 6.1 K€, le loyer et charges pour 41.6 K€, les frais d'étude pour 28,2 K€, les frais de missions et réception pour 66.9 K€, les honoraires divers et frais actes pour 26.1 K€, les frais de gestion administrative pour 47.7 K€, la mise à disposition de personnel au Québec pour 30.1 K€, les frais de téléphonie pour 4.7 K€ et 30 k€ de participation à la REF au Maroc, les publications 5.1 k€, les services bancaires pour 3.4 k€, les locations licences, ainsi que divers frais pour 4.7 k€.

### **3.4. Compte de résultat d'exploitation (annexe 1.)**

Afin d'avoir une meilleure analyse possible du résultat nous avons séparé l'activité récurrente et non récurrente sur 2024.

Il en ressort ainsi un déficit de **(-40.8 k€)** pour l'activité récurrente :

Cela est lié essentiellement à un surplus d'activité en 2024 (intensification des actions de l'Alliance au salon « FrancoTech », production d'une étude économique entre pays francophones, appui d'une agence de communication pour maximiser l'impact médiatique de l'Alliance et renforcer son positionnement institutionnel.

Concernant la partie du déficit de **(-32 k€)** sur l'activité non récurrente :

Cela concerne principalement au soutien financier de l'Alliance à l'organisation de la REF à Marrakech pour 30 k€.

Et un résultat financier de **(+ 3.1)** concernant des produits financiers sur un compte à terme.

## **IV – Autres informations**

### **4.1. Honoraires du commissaire aux comptes**

Conformément aux articles R 123-198 9° et R 232-14 17° du code de commerce, le montant des honoraires du commissaire aux comptes inscrit au compte de résultat s'élève à 4.700 € TTC.

### **4.2. Social**

L'effectif moyen à fin 2024 s'élève à 2 collaborateurs et se répartit comme suit :

- 2 cadres

### **4.3. Indemnités de fin de carrière**

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

### **4.4. Evaluation des contributions volontaires en nature**

Les élus des instances statutaires d'APF sont des personnes bénévoles ne percevant aucune rémunération d'APF. Au regard de la diversité des missions accomplies et en l'absence d'un système de dénombrement des personnes concernées et de leur temps passé au sein des instances statutaires, une évaluation quantitative ne peut être effectuée avec suffisamment de fiabilité.

En 2024, l'APF n'a pas de mise à disposition à titre gratuit par des entités extérieures de collaborateurs.

### **4.5. Engagements hors bilan**

Aucun engagement n'est recensé au 31 décembre 2024.



**Rapport spécial du commissaire aux comptes**  
**sur les conventions réglementées**



Christophe PAYEN

## **Alliance des Patronats Francophones (A.P.F)**

Association loi de 1901  
55, Avenue Bosquet  
75007 – PARIS

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos  
le 31 décembre 2024

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été poursuivies au cours de l'exercice écoulé :

Entité concernée: MEDEF, membre fondateur de votre association :

#### Convention financière

L'engagement financier du MEDEF comprend :

- La contribution annuelle en tant que membre fondateur de 30.000 €.
- Une contribution exceptionnelle annuelle à l'activité de l'Alliance des Patronats Francophones de 200.000 € pour 2023 et de 200.000 € annuel pour 2024 et 2025.

Fait à Rueil-Malmaison, le 28 mai 2025

Christophe PAYEN  
Commissaires aux comptes

**CABINET CHRISTOPHE PAYEN : Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes**  
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Paris Ile de France. Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de  
Versailles

SARL AU CAPITAL DE 210 000 € - RCS NANTERRE B 441 974 151  
**135, rue Danton - Immeuble D2 - 92500 RUEIL MALMAISON**  
Tel 01 47 16 00 92 - Fax 01 47 49 68 88